

revitalisation du programme de défense antimissile, « passant d'un point unique d'approche " nationale " de défense antimissile à des recherches élargies, un développement et une volonté d'essais qui visent le déploiement de défense antimissile par couches » pour protéger les forces d'intervention lointaine, le territoire des États-Unis et les amis et alliés des Américains²².

En annonçant son retrait du Traité ABM en décembre 2001, Washington montrait une fois pour toutes que le traité n'avait plus de pertinence à l'égard des priorités américaines en matière de sécurité au lendemain de la guerre froide. Malgré les avertissements de Moscou, le Traité de Moscou signé par les présidents Bush et Poutine en mai 2002 témoigne probablement qu'on était plus conscient de ce fait en Russie qu'il en était évident parmi les critiques de Washington à l'Ouest²³. L'ABM faisait de nécessité vertu, mais l'apparition de technologies qui rendaient la défense antimissile plus vraisemblable que jamais sur le plan pratique – ajoutée à la nature des nouvelles menaces de missiles – donne un profil fondamentalement nouveau sur la question d'une politique de sécurité responsable. Tant que la dissuasion était le meilleur des choix, y adhérer n'était pas forcément irresponsable. Comme le souligne l'une des études les mieux documentées sur la politique nucléaire américaine des années 90, « choisir de fonder indéfiniment la dissuasion sur la menace de déclencher un holocauste nucléaire est immoral » et « le refus d'explorer des solutions de rechange possibles est étrange²⁴ ». Pour les États-Unis la politique de défense antimissile est un engagement. En considération de sa robustesse depuis le milieu des années 80 jusqu'à ce jour, on peut conclure – prudemment – que Washington y restera engagée sous une forme ou une autre. La question pratique et politique concerne vraiment la formulation qu'elle prendra et où cela mènera.

Ce que les adversaires de la défense antimissile affirment le plus fréquemment, c'est que le déploiement de missiles antimissiles par les États-Unis suscitera une nouvelle course internationale aux armements. Une telle attitude est sûrement possible de la part de grandes puissances comme la Russie et la Chine mais, il n'y a pas de menace *inhérente* contre les principes internationaux de non-prolifération, qui découle du progrès technologique lié à la défense antimissile. Une option pour la défense n'est pas en soi une option contre la dissuasion. Après avoir essayé sans succès de persuader l'administration Bush de respecter le Traité ABM, le président Poutine s'est senti contraint au point de vue politique de ne pas augmenter les armes offensives russes, mais au contraire, d'y faire des coupes considérables selon les termes du Traité de Moscou²⁵. Poutine aurait préféré une révision du Traité ABM, mais des contre-mesures